



**PRÉFÈTE
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 08/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOFIDEL FRANCE

Ban la Dame
Parc d'activités de Nancy-Pompey
54390 Frouard

Références : 2025_0689
Code AIOT : 0006200203

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/06/2025 dans l'établissement SOFIDEL FRANCE implanté Ban la Dame Parc d'activités de Nancy-Pompey 54390 Frouard. L'inspection a été annoncée le 16/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOFIDEL FRANCE
- Ban la Dame Parc d'activités de Nancy-Pompey 54390 Frouard
- Code AIOT : 0006200203
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est une papeterie qui fabrique, transforme et conditionne les papiers.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS mousses

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Complétude de la déclaration GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réalisation de la déclaration GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7	Sans objet
3	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21	Sans objet
4	Justification de dépassements et actions correctives	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	Sans objet
5	Contrôle de recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Sans objet
6	Existence d'un point de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
7	Prélèvement asservi au débit	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet
8	Compteurs d'eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Sans objet
9	Entretien et suivi des installations de traitement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18	Sans objet
10	PFAS dans les émulseurs	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant réalise un bon suivi de ses prélèvements et de ses rejets eaux. Il doit simplement justifier des écarts relevés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réalisation de la déclaration GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7
Thème(s) : Actions régionales, Déclaration GEREP
Prescription contrôlée : La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1.
Constats : La déclaration GEREP a été terminée et validée par l'exploitant le 27 mars 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Complétude de la déclaration GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Actions régionales, Déclaration GEREP
Prescription contrôlée : I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ; -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de " traitement en milieu terrestre " ou d'injection en profondeur " énumérées à l'annexe I, de la directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ; -les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m ³ / an ; -les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ; -la chaleur rejetée (par mégathermie) dès lors que celle-ci est supérieure à 100 Mth/ an pour les rejets en mer et 10 Mth/ an pour les rejets en rivière pour la période allant du 1er avril au 31 décembre ; -les rejets et transferts hors du site provenant de mesures de réhabilitation.

<p>Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.</p> <p>II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <p>-les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an.</p> <p>L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <p>-les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an.</p> <p>Cette déclaration comprend :</p> <p>-la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ;</p> <p>-la quantité par nature du déchet ;</p> <p>-le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ;</p> <p>-le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La consultation de la déclaration GEREPE indique que celle-ci est complétée à 100% pour chacun des items. Cependant, certains paramètres analysés (huile minérale; NTK; NH_4^+; Orthophosphates et Indice phénol) sont différents entre l'arrêté d'autorisation et la déclaration GEREPE.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit justifier pourquoi, même s'il réalise les analyses, les résultats n'ont pas été reportés sur sa déclaration.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21
Thème(s) : Actions régionales, Autosurveillance
Prescription contrôlée : [...] Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté. [...] Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux et sur une base de 24 heures pour les effluents gazeux.
Constats : Après consultation des déclarations GIDAF de l'exploitant sur une période allant de mai 2023 à avril 2025, aucun VLE n'est dépassée à 10 % de la série. Les dépassements constatés concernent : <ul style="list-style-type: none"> - le flux en Ptotal pour 2% de la série ; - la concentration en AOX pour 4% de la série ; - le débit journalier prélevé pour 99 % de la série mais l'inspection constate une erreur de paramétrage du cadre de surveillance GIDAF.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Justification de dépassements et actions correctives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
Thème(s) : Actions régionales, Autosurveillance
Prescription contrôlée : IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Dès lors que le programme de surveillance prévoit une analyse hebdomadaire ou plus fréquente, ces éléments sont transmis à l'inspection des installations au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois de la mesure. Pour les fréquences d'analyse mensuelle à trimestrielle, le délai est porté au dernier jour du premier mois du trimestre calendaire suivant. L'arrêté préfectoral peut prescrire l'obligation et le délai de transmission dans d'autres cas, lorsque le contexte local le justifie.
Constats : Pour les dépassements évoqués dans le point de contrôle précédent, l'inspection a pu vérifier que l'exploitant les avait commentés. Il a aussi mentionné les mesures correctives prises.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Contrôle de recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III

Thème(s) : Actions régionales, Autosurveillance

Prescription contrôlée :

[...]

« S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

« L'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.

« L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

« Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément. »

Constats :

L'exploitant fait réaliser, par un prestataire accrédité Cofrac, ses analyses de surveillance. L'échantillonnage du rejet est réalisé par un préleveur automatique asservi au débit pour atteindre 96 mesures par jour.

Suite à la visite, l'exploitant a transmis par courriel les documents justificatifs :

- le bilan 24 h réalisé par IRH pour le suivi régulier des rejets (SRR) en mars 2023 ;
- le courrier de l'Agence de l'eau concluant au respect du dispositif SRR en 2024 ;
- le courrier de l'Agence de l'eau informant l'exploitant de l'audit et de ses objectifs pour 2025 ;
- la commande pour le bilan de 2025 auprès de IRH.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Existence d'un point de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50

Thème(s) : Actions régionales, Eau

Prescription contrôlée :

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons

<p>et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).</p> <p>Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence d'un point de prélèvement en sortie du canal venturi. Le prélèvement est effectué par un préleveur automatique comme évoqué au point de contrôle précédent, avec asservissement au débit.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Prélèvement asservi au débit

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2° Lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée pour les polluants énumérés ci-après et selon la fréquence indiquée, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le prélèvement est asservi au débit à hauteur d'une prise d'échantillon par tranche de 1 m³ afin d'atteindre 96 prélèvements par jour.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Compteurs d'eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé « et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ».</p>

<p>Constats :</p> <p>Pour les eaux de process, l'exploitant possède 4 points de prélèvement dont 2 sont comptabilisés par un unique compteur. Les volumes prélevés sont visibles directement sur le compteur ou par la supervision.</p> <p>Le prélèvement à partir du réseau public s'effectue par deux canalisations (eau potable + eau d'incendie). Chacune des conduites possède un système de comptage.</p> <p>La valeur des prélèvements des eaux de process mensuels est reporté sur un fichier informatique spécifique.</p> <p>Pour l'eau du réseau public, au vu de l'accès un peu difficile au compteur, l'exploitant réalise son relevé une fois par mois contrairement à ce qui est demandé par la prescription et les valeurs sont bien enregistrées dans un fichier informatique.</p> <p>Par courriel du 05 juin, l'exploitant a transmis un justificatif de son inscription sur la plateforme du gestionnaire du réseau d'eau potable ce qui lui permet d'accéder aux index de consommation journalier.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Entretien et suivi des installations de traitement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de traitement, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet, sont conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.</p> <p>Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution doivent être privilégiés pour l'épuration des effluents.</p> <p>Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a pu constater la présence de fiches procédure en cas de démarrage ou d'arrêt des installations d'épuration des eaux de rejet ou de dysfonctionnement de l'installation.</p> <p>Le rejet est surveillé en permanence via une vidéosurveillance permettant à l'opérateur de la station de traitement de vérifier la présence de mousse ou une couleur inattendu du rejet.</p> <p>Les MES et la DBO sont suivis journalièrement en interne afin de vérifier le bon fonctionnement de la station.</p> <p>Ces résultats sont reportés sur registre informatisé.</p> <p>Par courriel du 04 juin, l'exploitant a transmis à l'inspection un extrait de fichier de relevés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : PFAS dans les émulseurs

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, PFAS dans les émulseurs
Prescription contrôlée : Utilisation de PFAS dans les émulseurs
Constats : Les seuls dispositifs de lutte contre l'incendie contenant des PFAS présents sur son site sont des extincteurs et non des émulseurs. Il informe que ceux-ci sont remplacés au fur et à mesure par des extincteurs n'en contenant plus et a transmis par courriel un devis.
Type de suites proposées : Sans suite